



MOUVEMENT CITOYEN

COMUNIQUE DU 16 AOÛT 2010 POUR SORTIR DE L'IMPASSE POLITIQUE AU TOGO

Les multiples et graves atteintes aux libertés publiques au Togo ces dernières semaines indiquent à suffisance à ceux qui en doutent encore la nature réelle du Pouvoir en place à Lomé, et le poids de sa légitimité issue du scrutin présidentiel du 4 Mars 2010. La fébrilité du régime de Faure GNASSINGBE est à la mesure de l'ampleur des exactions et des arrestations arbitraires commises pour étouffer la Résistance citoyenne contre l'inacceptable au Togo.

Depuis la semaine du 9 Août 2010, les manifestations pacifiques de l'opposition (veillées de prières et marches) sont empêchées sans ménagement, et les forces de l'ordre n'hésitent pas à faire usage de bombes lacrymogènes à fragmentation sur des foules aux mains nues. Une fois de plus, le Pouvoir en place montre combien il a le souci du respect des droits humains en faisant usage d'armes non conventionnelles exclusivement réservées aux des opérations de défense du territoire, et non de maintien d'ordre.

Une fois de plus, nos compatriotes ont subi dans leur chair et dans leur âme la violence arbitraire dans le mépris total des dispositions de la loi fondamentale en vigueur dans notre pays !

L'irrévérence et le mépris du régime de Faure GNASSINGBE à l'égard du Peuple togolais dont il s'est accaparé tous les biens s'illustrent aisément à travers le grave incident survenu le mardi 10 Août 2010 sur les lieux du congrès extraordinaire de l'UFC pro FABRE à Nyékonakpoé. L'attitude de l'officier français, qui contrairement au devoir de réserve de sa fonction, a menacé de répression par les éléments de la garde présidentielle un journaliste en mission officielle, montre combien le Pouvoir en place a contribué à avilir le citoyen togolais réduit au rang d'un vulgaire arrière-vassal même au Togo. Un affront qui est loin d'être liquidé par les mesures prises par Paris et qui requiert du Gouvernement français la vérité des droits humains et de la dignité en France comme au Togo.

Aujourd'hui, l'impasse politique est évidente et le dialogue avec l'opposition s'impose comme la seule et unique voie d'éviter au Togo l'implosion, avec le risque de déstabilisation de la sous région comme ce fut le cas avec le Libéria et la Sierra Léone dans un passé récent. Le CVU ne cesse de rendre attentive la Communauté internationale à un tel drame et insister sur sa proposition de sortie de crise au Togo du 19 Mai 2010 arrimée à 22 mesures.

Le Gouvernement de Grande Compétence et de Large Ouverture malgré le fameux rapprochement entre le RPT et l'UFC pro OLYMPIO (les AGO) peine à prendre ses marques et ramener la confiance tandis que le pays s'enfonce chaque jour un peu plus dans une détresse indicible.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo - Tél :

+ 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Malgré tous ces indicateurs de détresse, le régime de Faure GNASSINGBE privilégie l'immixtion dans la vie interne des formations politiques pour y favoriser des crises au lieu de prendre des mesures d'urgence pour ramener la confiance et relancer la consommation. La preuve est faite que sa priorité est loin d'être le mieux être du Peuple togolais !

C'est donc à bon droit que la Banque Mondiale a déclaré que le Togo est très mal géré et attribué un carton rouge au dernier quinquennat de Faure GNASSINGBE.

Aussi, le CVU :

- en appelle de nouveau au sens de responsabilité du Pouvoir en place pour qu'il prenne sans tarder les mesures idoines susceptibles de créer le cadre d'un véritable dialogue entre les acteurs politiques et la société civile pour ramener la confiance et mettre sur l'orbite de la bonne gouvernance et de la prospérité partagée le Togo.
- interpelle l'Union Européenne, l'Union Africaine, la CEDEAO, les Etats Unis et la France en particulier pour qu'ils prennent la mesure du drame du Peuple togolais, et exercent les pressions nécessaires sur le Pouvoir en place en vue du respect des droits humains, et de la libération sans conditions des prisonnier politiques dont le togolo-suisse, Kofi FOLIKPO, Coordinateur Général de Pyramid of Yeweh.
- CVU demande que soit respecté les libertés publiques garanties par la Constitution, et que les droits de l'opposition soient respectés dans le pays.
- en appelle à toutes les forces démocratiques et celles de la société civile du Togo et de la diaspora pour faire pression sur les leaders de l'UFC pro FABRE, du FRAC, de l'OBUTS, de tous les mouvements citoyens de la société civile pour la mise en place d'une **COALITION POUR LA LIBERTE ET LA DEMOCRATIE AU TOGO (CLDT)**¹.

Vive la République, et que Dieu bénisse le Togo et ses enfants !



Le Coordinateur Provisoire National
Agbéyomé Messan KODJO

Le Coordinateur Provisoire International
Yves Ekoué AMAÏZO

¹ Une analyse approfondie du CVU suivra dans les jours à venir.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo - Tél :

+ 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org